Zeitschrift: Revue économique et sociale : bulletin de la Société d'Etudes Economiques et Sociales

Herausgeber: Société d'Etudes Economiques et Sociales

Band: 32 (1974)

Heft: 4

Buchbesprechung: Bibliographie

Autor: [s.n.]

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 12.07.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

Bibliographie

Agglomerationseffekte in der schweizerischen Industrie [1]

Cette recherche, qui s'inscrit dans le prolongement des conceptions directrices pour l'aménagement du territoire publiées en 1971 par l'institut ORL, se propose de déterminer les données d'une agglomération spatiale optimale de l'industrie suisse. D'emblée, l'auteur ne cache pas qu'il s'agit là d'une tâche délicate, où il est souvent très malaisé de vérifier les conclusions théoriques dans la réalité. Pourtant, le problème est fort important et actuel: tout progrès, même partiel, qui peut y être apporté sur le chemin d'une solution n'est pas à négliger.

Le travail est articulé en trois parties principales. M. Abt situe tout d'abord la question au niveau de la théorie et de la politique économique. L'objectif de la maximisation du bien-être social ne saurait ignorer les effets externes qui interviennent dans l'espace. Or, on n'est plus assuré aujourd'hui que l'agrandissement de certaines concentrations urbaines entraîne encore un accroissement du solde des effets externes positifs; on se demande même, si — à travers la hausse des coûts qu'il est de nature à engendrer à partir d'un seuil donné — il n'appuie pas la tendance à l'inflation. L'auteur voudrait élucider ce point sur l'exemple du seul secteur secondaire helvétique. Il rappelle succinctement quelques fondements théoriques en la matière: la théorie de la localisation d'Alfred Weber, celle des externalités et celle de la croissance polarisée; il précise les incidences de l'agglomération sur les producteurs, les ménages et les administrations et il distingue les répercussions sur le plan de l'entreprise et à l'échelon macroéconomique.

Mais, l'écueil principal réside dans le relevé des effets d'agglomération. La deuxième partie constate qu'aucune méthode satisfaisante n'existe actuellement à cet égard. On recourt à la comparaison des coûts, à l'interview auprès des entreprises, à l'analyse input-output, voire à des confrontations de structures ou de la croissance. M. Abt présente trois sortes d'enquêtes menées à ce sujet en Suisse et en Allemagne occidentale. Il s'arrête en premier lieu à la thèse de M. Christoffel (*Die industrielle Ballung in der Schweiz,* St-Gall, 1967), qui repose sur des questionnaires adressés aux nouvelles entreprises. Il se réfère ensuite à l'étude du Ministère du travail et des affaires sociales d'Allemagne et à celle du Séminaire de finances publiques de Cologne, dont les principes et la période sont assez semblables. Cependant, tous ces travaux ne procurent pas des données quantitatives qui seraient à même de renseigner quant aux conditions requises pour des industries déterminées.

Dans une dernière partie, l'auteur propose dès lors une nouvelle recherche pour le cas suisse. Il se fonde sur les indications publiées par le Bureau fédéral de statistique, dont il aurait

souhaité plus de détails, sur les différences d'évolution de la productivité (travaux du professeur Kneschaurek), sur la comparaison entre la statistique de l'industrie et celle des fabriques, ainsi que sur la définition de l'agglomération retenue au niveau fédéral. Il croit pouvoir déceler que l'attraction pour l'industrie évolue très tôt en raison inverse de la grandeur des centres: après un seuil qui, pour la Suisse, se situerait entre 10000 et 50000 habitants, les déséconomies d'agglomération seraient prédominantes. La part des actifs dans le secondaire est particulièrement élevée dans les villes petites et moyennes et dans les régions proches des zones de forte concentration. Néanmoins, des nuances sont à considérer selon les diverses branches industrielles, à propos desquelles M. Abt fournit des précisions sur la base des années 1949-1970. Au total, en Suisse, les régions peu industrialisées seraient les plus attractives pour le développement ultérieur du secondaire, qui s'y orienterait surtout vers des centres d'au moins 10000 à 20000 habitants. En conséquence, pour l'aménagement national du territoire, une conception directrice de décentralisation concentrée s'impose. Si les variantes 1 et 2 suggérées par l'Institut ORL sont ainsi vraiment à exclure, les propositions extrêmes 8 et 9 satisferaient toutefois encore aux conditions de localisation industrielle; les formules 4 à 7 sont évidemment préférables.

L'ouvrage de M. Abt — on s'en rend compte — ne manque pas d'intérêt. Sans prétendre apporter une réponse définitive, il procure indéniablement des éléments nouveaux dans le cadre d'un débat essentiel pour l'avenir du pays. Nombreux seront sans doute ceux qui, ces prochaines années, utiliseront les coefficients calculés pour cette recherche ou qui se reporteront aux indications établies pour les différentes industries. On est par ailleurs bien à l'opposé de l'affirmation sommaire, déjà dénoncée, du Rapport ORL, selon laquelle la productivité augmenterait toujours en raison directe du degré de concentration spatiale. Malgré la difficulté toujours considérable dans ce domaine de réunir les informations statistiques indispensables, M. Abt a fourni une contribution sérieuse, dont il faut lui savoir gré. Bien sûr, dans une matière aussi difficile, la critique est toujours possible. Par exemple, la moindre proportion du secondaire dans les plus grandes agglomérations ne résulterait-elle pas peut-être de l'expansion très poussée du tertiaire, plus que de la faiblesse absolue de l'industrie? L'agglomération, telle qu'elle est définie par le Bureau fédéral de statistique, est-elle une base acceptable pour une semblable recherche, qui paraîtrait encore plus convaincante si elle se fondait sur d'autres régions de fonctionnement moins nombreuses? L'observation de l'évolution intervenue n'est-elle pas faussée partiellement par la prise en charge de certaines déséconomies externes par les collectivités publiques? Au-delà de l'analyse pour chaque agglomération, n'y a-t-il pas un problème d'interdépendance des centres, qui soulève lui-même des questions d'externalités: une phase ultérieure ne déboucherait-elle donc pas, compte tenu de tous les secteurs, sur une étude globale pour l'ensemble du système urbain suisse? Mais, tout cela n'est pas dit en guise de reproches à l'adresse de M. Abt. Ces remarques soulignent au contraire l'attention que mérite ce petit volume, auquel on souhaite vivement de susciter la discussion approfondie et positive, dont notre collègue, le professeur Martin Lendi, parle du reste dans l'avertissement.

GASTON GAUDARD

---

[1] ROBERT ABT: *Agglomerationseffekte in der schweizerischen Industrie,* Zurich, 1974, 69 p.

Das Investitions- und Wertproblem in der Sowjetwirtschaft [1]

Cette publication de l'institut des Sciences économiques et sociales de l'Université de Fribourg procède à une analyse macroéconomique du problème de l'investissement et examine les solutions proposées par les économistes soviétiques. L'étude s'arrête à 1962.

Pour situer l'importance d'une telle analyse il convient de rappeler que Karl Marx n'a jamais proposé de modèle précis en vue de l'organisation de l'économie collectiviste. D'où le tâtonnement dévastateur des premiers dirigeants de l'Union soviétique et l'échec du communisme de guerre. Ce n'est qu'après la mort de Staline que les économistes soviétiques purent délibérément procéder à l'analyse théorique du système économique collectiviste et mettre sur pied des modèles de croissance, s'appuyant en cela sur les ouvrages du mathématicien Kantorovic et de l'économiste Novoziliov parus avant la mort du grand dictateur.

La première partie de l'ouvrage est consacrée à l'analyse de l'équilibre et de la terminologie du système économique collectiviste. L'auteur examine entre autres les effets de la politique économique stalinienne axée sur l'industrie lourde et les déséquilibres sectoriels qui en résultèrent. Il relève les vains efforts de la doctrine (Stroumiline, Kronrod) de démontrer la justesse de la thèse de la primauté de l'industrie lourde.

Dans la deuxième partie de son ouvrage Herkens aborde les problèmes macroéconomiques de la planification centrale des investissements. Il rappelle que dans une économie centralisée du type soviétique l'équilibre entre l'épargne et l'investissement n'est pas le fait du marché mais d'une part de la politique fiscale et salariale et d'autre part de l'établissement et équilibre des plans centraux d'investissement. Herkens analyse ensuite les difficultés qu'éprouve l'économie collectiviste à équilibrer la demande et l'offre de biens de consommation. Dans ce contexte, il eût été intéressant de se pencher sur les effets inflationnistes de ce déséquilibre permanent. Nous sommes d'accord avec l'auteur lorsqu'il précise que le système collectiviste ne présente guère les prémices d'un équilibre, mais aurions tendance à atténuer son affirmation qu'aujourd'hui le danger inflationniste serait écarté.

La troisième partie, la plus importante et en même temps la plus complexe, aborde le problème du coût de l'investissement à la lumière de la théorie de la valeur. L'auteur explique les pièges de cette théorie et relève que les dirigeants ne l'ont en fait pas adoptée telle quelle mais ont préféré opter pour une formation des prix « pratique ». Malgré cela les esprits dogmatiques la considèrent toujours comme la seule base de discussion valable pour définir la valeur des biens. Pourtant, cette théorie fait abstraction de phénomènes tels que la pénurie naturelle de certaines matières, la loi du rendement optimal ou le coût du capital. Passant ensuite à l'analyse du système des prix et à celle des divers modèles de formation des prix, l'auteur mentionne qu'on évite toujours d'utiliser le mot « intérêt » quand bien même ce dernier soit admis par bon nombre de théoriciens. Dans la pratique, cette politique de l'autruche a eu pour effet un gaspillage de capital appréciable, fustigé d'ailleurs par les pragmatistes. Pourtant, l'opposition des orthodoxes et conservateurs est grande, ces derniers redoutant des modèles qui tendent à vider encore davantage de sa substance la théorie marxiste de la valeur et à

[1] ERICH HERKENS: *Das Investitions- und Wertproblem in der Sowjetwirtschaft*, Universitätsverlag Freiburg 1972, 224 p.

limiter l'autonomie de la planification centrale. Le combat opposant l'aile orthodoxe et conservatrice des théoriciens aux économistes pragmatiques et modernes est donc engagé.

L'étude de Herkens se limite probablement à bon escient à l'aspect purement théorique de l'investissement et de la valeur dans l'économie soviétique. On peut le regretter car elle aurait sans doute gagné en limpidité si l'auteur en avait élargi l'horizon en y joignant quelques exemples pratiques. Elle intéressera donc en premier chef le théoricien qui désire approfondir ses connaissances des différents modèles analysés. Quant au néophyte, il éprouvera quelque peine à saisir la complexité de la matière bien que l'auteur affirme que son étude est à la portée de ceux qui n'ont pas une connaissance spécifique des particularités du système économique soviétique ou ne sont pas familiers de la terminologie marxiste.

C. PUHR

Le destin des échanges Ouest-Est[1]

Professeur, chargé de cours à l'Université de Lausanne, ancien directeur de l'Office suisse d'expansion commerciale, M. Albert Masnata, est devenu l'un des plus éminents spécialistes suisses des relations économiques internationales. Dans son récent ouvrage « Le destin des échanges Ouest-Est », il analyse avec une rigueur exemplaire la situation du commerce existant en Europe entre des Etats à régimes économiques différents. Ses nombreuses activités au sein des commissions fédérales de recherche économique, ses voyages d'études dans les pays de l'Est lui ont permis d'observer longuement le face à face de la libre entreprise et des monopoles du commerce extérieur.

Les échanges entre les deux parties de l'Europe se sont développés mais ne représentent qu'environ la moitié de ce qu'ils étaient avant la Deuxième Guerre mondiale. L'obstacle majeur à l'expansion du volume des échanges est constitué par le fait que l'Ouest européen dépend beaucoup moins de l'Est que l'inverse. Ce déséquilibre est né principalement des deux guerres mondiales. Sur un plan très général, ces dernières ont fait passer les échanges internationaux d'un état de marché libre à celui d'une économie extérieure contrôlée au travers d'un imbroglio toujours plus complexe de réglementations. D'un système de liberté spontanée, on a passé à celui d'une liberté organisée.

De part et d'autre des régimes dit « capitaliste » et « socialiste », on joue la carte du développement des relations intra-européennes. Malgré les oppositions existantes, les accords, de bilatéraux tendent à devenir multilatéraux, dès que la notion de solde défavorable pour l'un des partenaires peut être éliminée.

Examinés sous un angle historique, les aspects fondamentaux du circuit commercial le sont ensuite sous celui des mécanismes économiques et institutionnels régissant les échanges dans différents domaines. Avec l'appui d'une documentation à laquelle il est extrêmement rare d'avoir accès, l'auteur explore les moyens qui permettraient l'extension du trafic Ouest-Est; il

[1] ALBERT MASNATA: *Le destin des échanges Ouest-Est. Problèmes et solutions.* Ed. La Baconnière, Neuchâtel.

cerne les obstacles et suggère des chemins possibles « à l'avantage mutuel » de tous les pays concernés.

Ceux qui sont amenés à entretenir des relations commerciales avec l'Est, à la lecture de cet ouvrage, verront s'expliquer quelques-unes des causes des difficultés auxquelles ils se sont déjà probablement heurtés dans la pratique. Le développement des relations économiques mutuelles contribue à consolider les bases de la « coexistence pacifique » puisque l'interdépendance entre la politique et les relations économiques ne saurait être niée. Une traduction anglaise du livre est également en préparation.

Nicole ROUGE